

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EOLIS - PARC EOLIEN DE FONTAINE LA GUYON

2 rue des Déportés
28190 Fontaine-La-Guyon

Références : IC250436
Code AIOT : 0010013191

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/07/2025 dans l'établissement EOLIS - PARC EOLIEN DE FONTAINE LA GUYON implanté Le Hareng, La Chauvelle, Le Buisson Portail La Remise des Défaits, Les Défaits 28190 Fontaine-la-Guyon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée dans le cadre de l'action régionale Biodiversité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EOLIS - PARC EOLIEN DE FONTAINE LA GUYON
- Le Hareng, La Chauvelle, Le Buisson Portail La Remise des Défaits, Les Défaits 28190 Fontaine-la-Guyon
- Code AIOT : 0010013191
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien composé de 6 éoliennes.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mortalité espèce protégée	Code de l'environnement du 15/07/2025, article R. 512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
6	Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale	AP Complémentaire du 01/12/2022, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
7	Balisateur lumineux de nuit	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.8.2	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Respect du bridage	AP Complémentaire du 01/12/2022, article 2	Sans objet
8	Synchronisation	Arrêté Ministériel du 23/04/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	n du balisage lumineux	article II.3.2	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et qualité du suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 01/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport du 16/06/2023 relatif au suivi environnemental réalisé pour le parc en 2022.</p> <p>Le prochain suivi est programmé en 2030.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi environnemental – Mise en œuvre mesures préconisées dans conclusions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Recommandations du bureau d'études
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions du rapport du 16/06/2023 du suivi environnemental du parc réalisé en 2022 indiquent qu'"avec le respect de ces conditions de bridage, le parc éolien de Fontaine-la-Guyon aura un impact non significatif sur les populations locales."</p> <p>Il n'est pas proposé de mesure supplémentaire dans le rapport.</p> <p>Absence d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 01/07/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le certificat de dépôt des données brutes collectées dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité".</p> <p>Absence d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mortalité espèce protégée

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/07/2025, article R. 512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapports accidents/incidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 01/07/2025, l'exploitant a transmis un rapport d'incident d'octobre 2022 suite à la découverte d'un cadavre de Noctule commune lors du suivi en août 2020 (20/08/2020) dans le cadre du suivi environnemental réalisé pour ce parc. Il est précisé dans ce rapport d'incident : <i>"Plusieurs cas de mortalités ont été observés durant le mois d'août 2020. Les premiers cas ont eu lieu en semaine 7 et se sont stoppés en fin de semaine 24, ce qui correspond à la date de mise en place du premier plan de régulation des éoliennes. D'autres cas de mortalités de chiroptères ont eu lieu au cours du suivi, en dehors du mois d'août, mais ceux-ci ont été ponctuels et ne sont pas considérés comme une mortalité massive. Aucun autre cas de mortalité de Noctule commune n'a été relevé."</i></p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que tout incident doit lui être signalé dans les meilleurs délais.</p> <p>Par ailleurs, le rapport du 16 juin 2023 relatif au suivi environnemental de 2022 mentionne la découverte d'un cadavre de Noctule commune le 16/08/2022 (statut patrimonial vulnérable sur la liste rouge nationale). Le rapport d'incident du 12 octobre 2022 ne mentionne pas cette découverte.</p> <p>Constat : le rapport d'incident transmis par l'exploitant ne fait pas état de la découverte d'un cadavre de noctule commune, il a été rédigé plusieurs mois après la découverte du cadavre et non dans les meilleurs délais.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Respect du bridage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2022, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptère/avifaune

Prescription contrôlée :

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris.

Ce plan sera effectif dans les 6 mois à notification du présent arrêté :

- du 1er mai au 31 octobre;
- pour des vitesses de vent inférieures à 5,5 m/s à hauteur de nacelle ;
- pour des températures supérieures à 10 °C à hauteur de nacelle ;
- sur des nuits entières (du coucher au lever du soleil) .

[...]

Constats :

Sur le terrain, il est constaté, le 15/07/2025 :

- à 22h30, l'arrêt des éoliennes FLG1 et FLG2
- à 22h33, l'arrêt des éoliennes FLG3 et FLG4
- à 22h36, l'arrêt de l'éolienne FLG6.

Par courriels du 28/07/2025 et du 30/07/2025, l'exploitant a transmis les justificatif de mise en application du plan de bridage. Les paramètres respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Pour les date et heures mentionnées ci-dessus, l'inspection des installations classées constate que les données de production du parc et les conditions météorologiques sont cohérentes avec l'arrêt des éoliennes observé.

L'exploitant a transmis des éléments permettant d'établir que le bridage est effectif pour les conditions prescrites au cours des 12 derniers mois. Il indique que le contrôle du bon fonctionnement du bridage est effectué à l'aide d'une comparaison entre les arrêts théoriques (calculés avec les données météorologiques) et les arrêts réels (code d'alarme pour ces arrêts). En cas d'écart entre le théorique et le réel, l'exploitant reçoit un mail d'alerte.

Absence d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en œuvre des mesures ERC du dossier d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, ERC
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant met en place les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Communication avec les exploitants agricoles locaux afin d'éviter l'installation de mares, structures perchoirs, haies ou cages pièges à corneilles directement sous les éoliennes ou à leur immédiate proximité ; • Entretien rigoureux des plateformes de manière à maintenir la végétation la plus rase possible afin de diminuer l'attractivité de celles-ci pour les rapaces ; • Création de bandes enherbées favorables aux rapaces à distance des appareils pour réorienter les rapaces tels que le Busard Saint-Martin, la Buse variable ou le Faucon crécerelle en créant des zones propices à leur alimentation dans la mesure du possible et sous réserve d'un accord trouvé avec un/des exploitant(s) agricole(s). [...]
Constats : Échantillonnage éolienne FLG4, il est constaté au niveau de la base de l'éolienne que la végétation n'est pas la plus rase possible. Les autres mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire n'ont pas été justifiées par l'exploitant. Constat : l'exploitant n'a pas entretenu les plateformes de manière à maintenir la végétation la plus rase possible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé et d'attester de la réalisation des autres mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/12/2022. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Balisage lumineux de nuit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
Prescription contrôlée :

[...]

Les champs éoliens terrestres peuvent, de nuit, être balisés de la manière décrite ci-après :

Au sein d'un champ éolien terrestre et pour les besoins du balisage nocturne, il est fait la distinction entre certaines éoliennes dites "principales" et d'autres, dites "secondaires".

Les éoliennes situées au niveau des sommets du polygone constituant la périphérie du champ éolien sont des éoliennes principales. Dans le cadre de la détermination des sommets de ce polygone, on considère trois éoliennes successives comme alignées si l'éolienne intermédiaire est située à une distance inférieure ou égale à 200 m par rapport au segment de droite reliant les deux éoliennes extérieures.

[...]

Les éoliennes qui ne sont pas des éoliennes principales en application des critères définis ci-dessus sont des éoliennes secondaires.

Le balisage nocturne des éoliennes principales est conforme à celui prescrit pour les éoliennes isolées.

Le balisage nocturne des éoliennes secondaires est constitué :

- soit de feux de moyenne intensité de type C (rouges, fixes, 2 000 cd) ;
- soit de feux spécifiques dits "feux sommitaux pour éoliennes secondaires" (feux à éclats rouges de 200 cd).

Le balisage nocturne des éoliennes côtières secondaires est constitué de feux sommitaux pour éoliennes secondaires.

Au sein d'un champ éolien, le balisage de toutes les éoliennes secondaires est effectué à l'aide du même type de feu. Ces feux sont installés sur le sommet de la nacelle et sont visibles dans tous les azimuts (360°).

Constats :

A 22h30 le 15/07/2025, il est constaté que le balisage lumineux du parc éolien est assuré par des feux à éclats rouges de différentes intensités lumineuses). Ainsi, les éoliennes FLG2, FLG3 et FLG5 ont une intensité lumineuse inférieure aux autres éoliennes du parc.

L'intensité lumineuse de FLG5 est très faible par rapport aux éoliennes FLG2 et FLG3.

Constat : Au sein du champ éolien, le balisage de toutes les éoliennes secondaires n'est pas effectué à l'aide du même type de feu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Synchronisation du balisage lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article II.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Balisage lumineux
Prescription contrôlée : Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms. [...]
Constats : Le 15/07/2025 à 22h30, il est constaté que le balisage lumineux des 6 éoliennes du parc est synchronisé. Absence d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite